

SOUS-PREFECTURE D'APT

ENVIRONNEMENT
F.B

A R R E T E

N° 53 du 4 juin 2008

Portant mise en demeure à l'encontre de
la société LAVAGNE SARL à APT

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

- VU le code de l'environnement ;
- VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 1558 du 29 mai 1987 autorisant la société LAVAGNE SARL à exploiter un établissement de dépôt et récupération de déchets de métaux ferreux et non ferreux sur le territoire de la commune d'APT ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 53 du 15 mai 2006 modifiant l'arrêté n° 1558 du 29 mai 1987 précité ;
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées n° OB/OB S/2008-05-19 en date du 19 mai 2008 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° SI 2008-04-04-0030-PREF du 4 avril 2008, portant délégation de signature à M. Jean-Charles GERAY, Sous-Préfet d'APT ;

CONSIDÉRANT que la LAVAGNE SARL est autorisée, par arrêté préfectoral n° 53 du 15 mai 2006, à exploiter un établissement de récupération de ferraille sur le territoire de la commune d'APT ;

CONSIDÉRANT qu'une visite d'inspection du 21 mars 2008 a mis en évidence le fait que :

- Les installations exploitées par la société LAVAGNE SARL ne sont pas disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans contenus dans le dossier de modification des installations (réf affaire : 05 94 – version 4 – octobre 2005). En effet des stockages de ferrailles sont présents sur l'aire prévue pour le parking des véhicules et le stockage des bennes. De plus, certains stockages sont réalisés en dehors des limites d'exploitation sans autorisation préfectorale (stockage à proximité de l'habitation) ;
- L'établissement n'est pas entièrement clôturé sur une hauteur de 2 mètres, notamment au sud du site industriel, du côté de l'habitation ;

- L'exploitant ne dispose pas des moyens de lutte contre l'incendie suffisants, et notamment d'au moins un extincteur pour 250 m² protégés avec une distance maximale à parcourir entre deux extincteurs de 15 mètres. De plus, l'exploitant ne tient pas à disposition de l'inspection des installations classées le document validant la réception du poteau incendie ;
- L'exploitant n'a pas mis en place une alarme incendie audible en tout point de l'établissement ;
- L'exploitant n'a pas mis en place des parois anti-rayonnements thermiques autour du stockage des ferrailles mélangées ;
- Une vérification de l'ensemble des installations électriques n'est pas réalisée au moins une fois par an ;
- L'exploitant ne tient pas à jour un registre des déchets.

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de mettre fin à cette situation ;

SUR proposition de Monsieur le Sous -Préfet d' APT ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

La société LAVAGNE SARL est mise en demeure de régulariser la situation administrative de son établissement exploité sur le territoire de la commune d' APT, et notamment :

- **sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté :**
 - de disposer des moyens de lutte contre l'incendie suffisants, et notamment d'au moins un extincteur pour 250 m² protégés avec une distance maximale à parcourir entre deux extincteurs de 15 mètres ;
 - de mettre en place des parois anti-rayonnements thermiques autour du stockage des ferrailles mélangées ;
 - de vérifier l'ensemble des installations électriques au moins une fois par an.
- **sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté :**
 - de clôturer entièrement le site industriel sur une hauteur de 2 mètres, notamment du coté de l'habitation ;
 - de mettre en place une alarme incendie audible en tout point de l'établissement ;
 - de tenir à jour un registre des déchets.
- **sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :**
 - de disposer, d'aménager et d'exploiter le site industriel conformément aux plans contenus dans le dossier de modification des installations (réf affaire : 05 94 – version 4 – octobre 2005), notamment en ce qui concerne les stockages de ferrailles présents sur l'aire prévue pour le parking des véhicules et le stockage des bennes et les stockages réalisés en dehors des limites d'exploitation (stockage à proximité de l'habitation).

ARTICLE 2 :

La société LAVAGNE SARL doit fournir à l'inspection des installations classées, à la fin de chaque échéance, les éléments justifiant du respect des dispositions du présent arrêté dans les délais prescrits (rapports, photographies, etc...).

ARTICLE 3 :

Faute pour la société LAVAGNE SARL, de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions prévues par l'article L. 514.1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 4 :

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Nîmes dans les conditions prévues à l'article L 514-6 du Code de l' Environnement. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 5 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Vaucluse, le Sous-Préfet d'APT, le Maire d' APT, l'Inspecteur des installations classées, le Directeur Régional de l' Industrie de la Recherche et de l' Environnement, le Directeur Départemental de l'Equipement, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental des Services d' Incendie de Secours, le Commandant de la Compagnie de gendarmerie d'APT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception.

Copie certifiée conforme
Le Secrétaire Général


Guy QUENNESSON

APT, le 4 juin 2008

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet,




Jean-Charles GERAY